

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

TROYES, le 24 /10/2024

Nos réf. : SAU/EC/MI n° 24 - 531

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOUFFLET Agriculture, Malteries Soufflet, Carburants Soufflet et IN VIVO GROUP

Quai du Général Sarraill
BP 12
10400 NOGENT-SUR-SEINE

Code AIOT : 0005702038

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03 octobre 2024 dans l'établissement SOUFFLET Agriculture, Malteries Soufflet, Carburants Soufflet et IN VIVO GROUP implanté 10400 NOGENT-SUR-SEINE. L'inspection a été annoncée le 18 septembre 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a eu lieu dans le cadre de l'instruction du porter-à-connaissance visant l'augmentation de capacité du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOUFFLET Agriculture, Malteries Soufflet, Carburants Soufflet et IN VIVO GROUP
- 10400 NOGENT-SUR-SEINE
- Code AIOT : 0005702038
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de NOGENT SUR SEINE – PORT, situé quai Sarraill, abrite le siège historique du groupe SOUFFLET et, entre autre, des unités de fabrication de malt et de stockage de céréales exploitées par MALTERIES SOUFFLET (fabrication de malt) et SOUFFLET AGRICULTURE (stockage de céréales). La situation de l'établissement lui permet de profiter du transport fluvial sur la Seine pour ses activités de négoce de céréales. Le site est régulièrement autorisé par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2013-084-006 du 25 mars 2013 complété par différents arrêtés préfectoraux complémentaires.

Les principaux enjeux en matière de risques pour l'environnement sont constitués par le risque accidentel d'explosion des différentes capacités de stockage de céréales (la capacité totale autorisée s'élève à 463 709 m3) et la proximité des installations vis-à-vis de la ville de NOGENT SUR SEINE.

Les autres enjeux sont relatifs aux risques chroniques susceptibles d'être générés. En effet, l'activité de malterie utilise un important volume d'eau dans son procédé, nécessaire à la germination des céréales employées pour la fabrication du malt. Les effluents sont traités par une station d'épuration interne au site avant d'être dirigés vers la Seine. Par ailleurs, les installations de combustion présentes sur le site et nécessaires à la fois à la fabrication du malt (séchage des grains germés) et au stockage de céréales (séchoirs à grain permettant de garantir de bonnes conditions de conservation) constituent également un enjeu en termes de rejets atmosphériques (puissance totale autorisée de près de 60 MW) et soumettent l'établissement à la directive dites des « quotas de CO2 ».

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- Modifications envisagées

2) Constats

2.1. Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Secrétaire Général, préfet par intérim ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Secrétaire Général, préfet par intérim, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2.2. Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Propo-sition de délais
1	Plan d'opération interne	Arrêté Préfectoral du 25/03/2013, article 7.7.6	Demande d'action corrective	1 an
2	Plan des réseaux de collecte des effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 25/03/2013, article 4.3.3	Demande d'action corrective	1 mois
3	Identification des effluents	AP Complémentaire du 25/03/2013, article 4.2.2	Prescriptions complémentaires	/
4	Rétention des eaux de la Malterie NOGENT 1	Arrêté Préfectoral du 25/03/2013, article 7.7.8.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Rétention des eaux incendie de la Malterie NOGENT 2	Arrêté Préfectoral du 25/03/2013, article 7.7.8.1.2	Demande d'action corrective	1 mois
6	Rétention des eaux incendie du Silo Orge	Arrêté Préfectoral du 25/03/2013, article 7.7.8.1.3	Demande d'action corrective	1 mois
7	Rétention des eaux du silo Malt	Arrêté Préfectoral du 25/03/2013, article 7.7.8.1.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Rétention des eaux incendie de l'Unité de granulation	Arrêté Préfectoral du 25/03/2013, article 7.7.8.1.5	Demande d'action corrective	3 mois
9	Risque bactériologique lié aux activités de la halle technologique	Arrêté Préfectoral du 25/03/2013, article 9.2.2.7	A abroger	/

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Propo-sition de délais
10	Conduits et installations raccordées - halle technologique	Arrêté Préfectoral du 25/03/2013, article 3.2.2.5	Prescriptions complémentaires	/
11	Conduits et installations raccordées - Dépoussiérage des silos	Arrêté Préfectoral du 25/03/2013, article 3.2.2.2	Prescriptions complémentaires, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
12	Conduits et installations raccordées – Unité de granulation	Arrêté Préfectoral du 25/03/2013, article 3.2.2.3	Prescriptions complémentaires	/
13	Plan des réseaux de collecte des effluents atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 25/03/2013, article 3.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2.3. Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection a été l'occasion de faire un point sur l'actualisation à venir des arrêtés préfectoraux encadrant le site. En effet, il apparaît que des éclaircissements au regard des prescriptions relatives aux rejets aqueux et à la gestion des eaux d'extinction incendie sont à apporter. D'autre part, nombre de points de rejets atmosphériques sur les installations historiquement présentes n'ont jamais été encadrés.

Cependant, l'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant que les dispositions ministérielles et les meilleures techniques disponibles s'appliquent tout de même à ces rejets. L'exploitant s'est engagé à faire le nécessaire rapidement, de manière à obtenir toutes les informations requises à l'actualisation de l'arrêté préfectoral du site.

Il est par ailleurs nécessaire que l'exploitant améliore et définisse clairement les actions à mener en situation accidentelle, notamment pour ce qui concerne la gestion des eaux incendies.

2.4. Fiches de constats

N° 1 : Plan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2013, article 7.7.6
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion de crise
Prescription contrôlée : L'établissement dispose d'un Plan d'Opération Interne (POI). Ce plan définit les mesures d'organisation et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Régulièrement mis à jour et transmis aux différents services concernés, il distingue les différents phénomènes dangereux possibles sur le site et la stratégie d'intervention retenue pour chacun d'eux.

Le préfet pourra demander la modification des dispositions envisagées par l'exploitant dans le projet de POI qui doit lui être transmis préalablement à sa diffusion définitive, pour examen par l'inspection des installations classées et par le service départemental d'incendie et de secours.

Le POI est remis à jour tous les 5 ans, ainsi qu'à chaque nouvelle modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants.

Des exercices réguliers sont réalisés, au minimum une fois tous les 3 ans, en liaison si possible avec les sapeurs-pompiers pour tester le POI. L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour cet exercice. Un exercice est réalisé en 2010.

Constats :

Le POI d'octobre 2024 a été transmis par courriel du 11 octobre 2024. L'exploitant a indiqué qu'une nouvelle mise à jour sera réalisée après l'augmentation en capacité des installations.

Son contenu a été vérifié par sondage. L'inspection des installations classées émet les observations suivantes :

- Les coordonnées et numéros de téléphone de l'administration, notamment de la DREAL, sont à actualiser (fiches A2 et B5).
- Le point d'aspiration dans le Seine, situé à proximité de la station d'épuration, est absent sur le plan relatif aux points d'eau (fiche C4). Il peut être utile de nommer ou numéroté les différents points d'eau (bornes, poteaux ou point d'aspiration).
- La résolution du plan des réseaux (fiche C7) et l'échelle retenue sont à revoir afin que le plan soit exploitable. De plus, il doit être légendé.
- La rose des vents (fiche C8) s'appuie sur des données de 1976 à 1998. Il convient de vérifier que les données plus récentes confirment ces données historiques.
- Les fiches risques/accidents existent pour chaque zone. Quelques photos appuient utilement la partie « description de la zone ». Cependant, il convient d'ajouter une légende pour qu'une personne ne connaissant pas le site puisse appréhender leur signification.
- Le paragraphe « actions » de ces fiches est rédigé en rouge sur fond vert. Si le lecteur comprend explicitement qu'il s'agit d'informations importantes, le choix retenu ne facilite pas la lisibilité de ces informations.
- La partie « rétention » est à compléter au regard des remarques émises dans les constats précédents de ce rapport.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant assurera la transmission du POI actualisé, après les travaux d'augmentation de capacité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'actions corrective

N° 2 : Plan des réseaux de collecte des effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2013, article 4.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none">• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...),• les secteurs collectés et les réseaux associés,• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : Un plan a été présenté lors de la visite. Il indique uniquement les points de rejets aqueux. Un plan des réseaux est également présent dans le POI, mais sa lisibilité et l'absence de légende ne permettent pas de vérifier sa complétude au regard des exigences fixées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées un plan des réseaux répondant à la prescription susvisée et compléter le POI sur ce point.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Identification des effluents

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/03/2013, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• Les eaux pluviales de toiture et de voirie de l'ancienne malterie Nogent 1 (EP1)• Les eaux pluviales de toiture de la nouvelle malterie Nogent 2 (EPt2),• Les eaux pluviales de voirie de la nouvelle malterie Nogent 2 (EPv2),• Les eaux pluviales de voiries et de toiture de l'unité de granulation (Epg)• Les eaux pluviales de voiries et de toiture de la chaudière biomasse (Ech)• Les eaux pluviales de voiries et de toiture du nouveau silo orge (Epo)• Les eaux pluviales de voiries des anciens silos et du nouveau silo malt (Eps)• Les eaux domestiques (les eaux vannes, les eaux des sanitaires, des lavabos et des douches) (ED),• Les eaux de process (issues de l'étape de trempe et des opérations de nettoyage) (Epr)• Les eaux polluées collectées dans des capacités de rétention (ER),• Les eaux collectées dans les capacités de rétention en cas d'accident (épandage, fuite) (EA),• Les eaux polluées lors d'un incendie de l'ancienne malterie Nogent 1 (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) (EI1)• Les eaux polluées lors d'un incendie de la nouvelle malterie Nogent 2 (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) (EI2)• Les eaux de purge des chaudières (EC),• Les eaux de purge des circuits de refroidissement (EF),• les eaux pluviales de toiture de la halle technologique Ept (halle),• les eaux pluviales de voiries de la halle technologique (usage commun avec les autres bâtiments du site, traitement par séparateur à hydrocarbures) (Epv (halle)),• les eaux de nettoyage liés aux utilités de la halle technologique (EN)
Constats : <p>Cette prescription liste l'ensemble des effluents aqueux produits sur le site de Nogent port.</p> <p>Les eaux pluviales sur la zone de distribution de carburant (Epcarb) et les eaux polluées lors d'un incendie de la malterie Nogent 1, y compris les eaux utilisées pour l'extinction (EI1), figurent dans les prescriptions suivantes, mais ont été omises dans cette liste. Les eaux d'extinction des autres silos ne sont pas encadrées.</p> <p>Les eaux de purge des chaudières (EC) sont canalisées avec les effluents les plus proches et ne font pas l'objet d'un point de rejet spécifique. L'exploitant précise que ces rejets n'existent pas en fonctionnement normal, mais uniquement de manière accidentelle. Les condensats des tourailles ne sont pas listés dans cette prescription et sont également canalisés avec les effluents les plus proches.</p> <p>De plus, l'exploitant indique qu'il n'y a pas d'eaux de purge des circuits de refroidissement (EF). Le site ne dispose d'aucune tour aéroréfrigérante, mais uniquement de pompes à chaleur ne produisant aucun effluent aqueux.</p> <p>L'inspection des installations classées propose d'actualiser cette prescription dans le prochain arrêté préfectoral, en distinguant notamment les effluents habituels et ceux relevant d'une situation accidentelle.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires

N° 4 : Rétention des eaux de la Malterie NOGENT 1

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2013, article 7.7.8.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles
Prescription contrôlée : Les possibilités de confinement de la malterie NOGENT 1 sont précisées sous 6 mois.
Constats : L'exploitant a indiqué utiliser à des fins de confinement l'ensemble du réseau de collecte des eaux pluviales de cette zone et les galeries inférieures des silos adjacents.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit justifier du volume d'eaux d'extinction à confiner et du volume de rétention disponible ainsi constitué.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatifs à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Rétention des eaux incendie de la Malterie NOGENT 2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2013, article 7.7.8.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles
Prescription contrôlée : Ce confinement est réalisé par le bassin de rétention imperméabilisé des eaux pluviales d'un volume minimum de 720 m ³ munie d'une vanne permettant l'isolement de ces eaux. [...]
Constats : L'exploitant a déclaré qu'un bassin souterrain de 720 m ³ est implanté vers le boisseau Malt, avant rejet vers la Seine. La clé de barrage de la vanne d'obturation et son lieu d'insertion ont été vus.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant dotera ce bassin d'une signalisation adaptée, indiquant notamment son volume disponible, ainsi que l'emplacement de la vanne d'obturation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Rétention des eaux incendie du Silo Orge

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2013, article 7.7.8.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles
Prescription contrôlée : Ce confinement est réalisé par le bassin de rétention imperméabilisé des eaux pluviales d'un volume minimum de 300 m ³ munie d'une vanne permettant l'isolement de ces eaux. [...]
Constats : Un bassin aérien, proche du silo Orge, a été vu, ainsi que son point de rejet dans la Seine. L'exploitant a indiqué que le volume était de 300 m ³ . Le dispositif d'obturation n'a pas été vu.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant dotera ce bassin d'une signalisation adaptée, indiquant notamment son volume disponible, ainsi que l'emplacement de la vanne d'obturation. Une photographie du dispositif d'obturation sera transmise à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Rétention des eaux du silo Malt

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2013, article 7.7.8.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles
Prescription contrôlée : Les possibilités de confinement du nouveau silo malt sont précisées sous 6 mois.
Constats : L'exploitant a indiqué utiliser à des fins de confinement l'ensemble du réseau de collecte des eaux pluviales de cette zone et la galerie inférieure du silo.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit justifier du volume d'eaux d'extinction à confiner et du volume de rétention disponible ainsi constitué.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatifs à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Rétention des eaux incendie de l'Unité de granulation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2013, article 7.7.8.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles
Prescription contrôlée : Ce confinement est réalisé par le bassin de rétention imperméabilisé des eaux pluviales d'un volume minimum de 330 m ³ munie d'une vanne permettant l'isolement de ces eaux. [...]
Constats : Un bassin aérien de 330 m ³ a été vu à proximité du silo Orge 2. Ce bassin est destiné à recueillir les eaux pluviales de toitures, de voirie et d'extinction de l'unité de granulation. Cependant il n'est pas équipé de vanne d'obturation et son exutoire n'est pas identifié avec certitude (a priori infiltration - mais pas de bassin visible). De plus, la présence de terre et de végétation peut impacter l'étanchéité de l'ouvrage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant fera procéder à l'entretien du bassin. Une vanne d'obturation devra être implantée. L'exploitant confirmera également l'exutoire de ce bassin. De plus, comme pour les autres bassins, l'exploitant dotera ce bassin d'une signalisation adaptée, indiquant notamment son volume disponible, ainsi que l'emplacement de la vanne d'obturation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Risque bactériologique lié aux activités de la halle technologique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2013, article 9.2.2.7
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Prescription contrôlée : Un contrôle « bactériologique » semestriel est réalisé sur les effluents en lien avec l'aération des fermenteurs afin de s'assurer de l'innocuité de ces rejets.
Constats : Les fermenteurs ayant été démantelés suite à la modification des opérations de recherche, cette prescription est obsolète. L'inspection des installations classées propose de l'abroger dans le prochain arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires

N° 10 : Conduits et installations raccordées – Halle technologique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2013, article 3.2.2.5

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Prescription contrôlée :

Installations de combustion

N° de conduit	Installations raccordées	Débit unitaire	Localisation de l'exutoire
44	2 chaudières	2 * 0,98 MW	Gaz naturel

Fermenteurs/ dépoussiéreurs

N° de conduit	Installations raccordées	Installations raccordées	Débit unitaire	Localisation de l'exutoire	Hauteur	Nature des rejets
46	fermenteur	Fermenteurs, salle de sporulation	1.200 à 11.700 Nm³/h	Extérieur	4,50 m	COV, CO₂
47	dépoussiéreurs	Ensachage, manutentions	5.000 Nm³/h	Toiture du bâtiment	7-8 m	poussières

Constats :

Au regard aux modifications des recherches de la salle technologique, l'exploitant a indiqué que l'une des chaudières a d'ores-et-déjà été démantelée et l'autre a été mise à l'arrêt. Le fermenteur et les dépoussiéreurs ont été démantelés également.

Cette prescription s'avère obsolète. L'inspection des installations classées propose de l'abroger dans le prochain arrêté préfectoral.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Prescriptions complémentaires

N° 11 : Conduits et installations raccordées - Dépoussiérage des silos

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2013, article 3.2.2.2					
Thème(s) : Risques chroniques, Air					
Prescription contrôlée :					
N° de conduit	Installations raccordées	Nb	Localisation	Équipements ou opérations dépoussiérées	Débit unitaire en m³/h
30	Silo malt 2	1	Extérieur du silo malt 2, 35 m de haut	Filtre	50 000
31	Silo orge 1	1		Nettoyeur séparateur 1	
		1		Nettoyeur séparateur 2	
		1		Filtre ligne 1	
		1		Filtre ligne 2	
32	Silo Marceau	1			20 000
34	Silo Y	1		Filtre nettoyeur épurateur	42 100
35		1		Filtre manutention	55 000
36	Terray 3	1		Filtre	35 000
37	Terray 2	1		Filtre	* à fournir dans le mois suivant la signature de l'AP
<p>Constats :</p> <p>Il y a une inadéquation entre les points de rejets des poussières listés dans l'article 3.2.2.2 de l'AP de 2013 et la liste des filtres présentes dans le dossier de réexamen IED p.51/103. Il apparaît que les installations historiquement présentes sur le site ont été omises dans les arrêtés préfectoraux encadrant le site.</p> <p>Par ailleurs, les analyses des rejets atmosphériques transmises par courriel du 4 juillet 2023 indiquent que le conduit n°37 lié au filtre de Terray 2 n'a pas d'exutoire identifié. De même, ces dernières analyses indiquent que les conduits encadrés ne correspondent à ceux réellement présents. Par exemple, le conduit n°30 du silo malt correspond aux filtres silo2 F2 et F4. L'inspection des installations classées note, en outre, que les rejets des séchoirs ne sont pas encadrés.</p> <p>Au regard de cette analyse réalisée en amont de la visite, l'inspection des installations classées avait demandé à l'exploitant de lister l'ensemble de ces points de rejets de façon exhaustive.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté la liste des 53 points de rejets présents pour l'ensemble du site et le plan associé.</p>					

Afin de pouvoir actualiser la prescription, il est nécessaire de connaître les débits effectifs à chaque point de rejet. L'exploitant a indiqué qu'une recherche documentaire auprès des différents fabricants était en cours et que de nouvelles analyses sur l'ensemble des points existants, non suivis actuellement, allaient être menées dans les mois à venir. L'inspection des installations classées a rappelé la nécessité de préciser les coordonnées géographiques de ces points.

Par courriel du 11 octobre 2024, l'exploitant a transmis cette liste avec les éléments à sa disposition.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées propose d'actualiser la prescription dans le prochain arrêté préfectoral. L'exploitant devra transmettre les débits manquants, dans la mesure du possible, pendant le délai du contradictoire, ou au plus tard, sous 6 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Prescriptions complémentaires, Demande de justificatifs à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 12 : Conduits et installations raccordées - Unité de granulation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2013, article 3.2.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Prescription contrôlée :

N° de conduit	Installations raccordées	Débit unitaire	Localisation de l'exutoire	Nature des rejets
38	Circuits de manutention de l'unité de granulation (filtre localisé dans la tour au 3 ^e étage)	11 000 Nm ³ /h	À 15,5 m de haut en façade	Poussières

Constats :

Seuls les rejets des dépoussiéreurs sont encadrés et ne sont pas représentatifs des équipements présents. Les rejets de la chaudière de 0,511 MW, autorisée, ne figurent pas dans cette prescription.

Cette prescription s'avère obsolète. L'inspection des installations classées propose de l'actualiser dans le prochain arrêté préfectoral.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Prescriptions complémentaires

N° 13 : Plan des réseaux de collecte des effluents atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2013, article 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour des schémas de circulation des effluents gazeux faisant apparaître les sources, les cheminements, les systèmes de traitement interne et les points de contrôle, jusqu'aux différents points de rejets. Ces schémas indiquent les valeurs de débit, des concentrations et des flux polluants dans les différentes configurations de fonctionnement. Ce plan est tenu en permanence à la disposition de l'inspecteur des installations classées et des services d'incendie et de secours.
Constats : Un plan listant tous les points de rejets atmosphériques a été présenté lors de la visite. Il a été transmis par courriel du 11 octobre 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées le plan complété avec les schémas de circulation des effluents gazeux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatifs à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois